

Intégration ou désintégration continentale ? Bilan des alternatives à la veille du troisième Sommet des peuples des Amériques de Mar del Plata, du 1er au 5 novembre 2005

Raphaël Canet et Nathalie Guay *

*Considérer les projets d'intégration latino-américains exige de formuler quelques interrogations vitales. Une intégration pour qui? Pour les secteurs privilégiés de ces sociétés? Pour que les capitaux, qu'ils soient nationaux ou transnationaux, puissent circuler librement sur tout le continent? Ou, au contraire, pour les peuples, pour les majorités appauvries, exclues, subordonnées?*¹

Comme le remarque Edgardo Lander, la dynamique de l'intégration supranationale posséderait, tel le Dieu Janus, un double visage, une caractéristique reprise par Christian Deblock quand il propose de distinguer entre deux modèles d'intégration, un «modèle concurrentiel à l'américaine» et un «modèle communautaire à l'européenne»². Le premier, que nous

appellerons *stato-économique*, est articulé autour de l'idée de *liberté économique* qui met de l'avant à la fois un projet commercial de libre-échange, mais qui suppose aussi l'instauration d'une structure de gouvernance «qui sanctionne l'autonomie du marché vis-à-vis de l'État et qui, par conséquent, accorde à la société civile une large part d'autonomie»³. L'objectif premier de cette forme d'intégration est donc essentiellement économique. Cependant elle ne peut être dissociée d'un projet politique sous-jacent conforme aux canons de l'idéologie néolibérale voulant que la libéralisation accrue des échanges commerciaux soit le moteur d'un développement économique qui aboutira à terme à une démocratisation politique, étant entendu qu'une société néolibérale de marché est, par définition en quelque sorte, une société démocratique.

Quant au second modèle d'intégration, que nous nommerons *stato-politique*, il est lié à l'idée de *régulation politique* qui prend acte de la nécessité de mettre en place des mécanismes et des autorités de régulation afin d'encadrer l'autonomie des marchés et des États en recourant à l'instauration de normes internationales ou communautaires. Ce modèle suppose la création d'institutions supranationales qui seraient investies du pouvoir régulateur antérieurement dévolu aux États et désormais transféré à un niveau supérieur. L'objectif de

* Raphaël Canet est chercheur postdoctoral au Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA) de l'INRS-UCS à Montréal, chercheur associé à la Chaire MCD et membre d'AlterUQAM. Nathalie Guay est étudiante à la maîtrise en géographie, membre étudiante du CRISES, ainsi que membre d'AlterUQAM. Les auteurs tiennent à remercier chaleureusement Dorval Brunelle pour ses précieux ajouts et précisions. ¹ Edgardo Lander, «¿Modelos alternativos de integración? Proyectos neoliberales y resistencias populares», *Revista del Observatorio Social de América Latina*, n°15, sept-déc 2004, p.45 (notre traduction). En ligne : <http://osal.clacso.org/espanol/html/osal15.html>

² Christian Deblock, «Régionalisme, multilatéralisme et nouvel ordre international : La ZLEA comme modèle institutionnel», *Cahier de recherche GRIC-CEIM*, n°03-03, juin 2003. En ligne : <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/2003-Cahier-Deblock.pdf>.

³ *Ibid.*, p.25.



cette seconde forme d'intégration s'avère ainsi beaucoup plus politique que la précédente, en ce qu'elle vise principalement, non pas la libéralisation des marchés, mais bien leur contrôle pour en maîtriser les effets pervers au nom de la défense et de la promotion du bien commun. Cette seconde forme d'intégration est fondée sur une vision moins idyllique du néolibéralisme et des effets vertueux de la main invisible du marché dans la régulation sociale, une vision qui tend, dans certains pays des Amériques, vers une forme renouvelée de socialisme.

Cependant, la dynamique de l'intégration continentale semble posséder, comme la déesse Trivia⁴, un triple visage et cette métaphore peut nous mettre sur une autre piste. En effet, depuis une dizaine d'années, les peuples des Amériques proposent l'idée d'un troisième modèle d'intégration, que nous qualifierons de *socio-politique*. Ce modèle reposerait sur l'idée de garantir les droits humains à la grandeur du continent en prônant l'instauration d'États qui (re)deviendraient proactifs et garants d'un développement proprement national. Dans cette perspective, l'économie serait subordonnée à l'impératif du bien-être de sociétés nationales unies par des principes communs, des sociétés qui seraient susceptibles de tisser entre elles des liens particuliers servant leurs intérêts propres. À travers cette forme ou cette variante de régionalisme, la question des instances supranationales de régulation n'est pas abordée de front. Nous aurions affaire à un modèle plus *souple* qui se bornerait à garantir des relations internationales mutuellement bénéfiques. Dans ce cas, l'innovation ne résiderait pas tant dans la nature du modèle proposé mais dans l'avantage que les protagonistes en tireraient.

Nous allons analyser le processus d'intégration à l'œuvre dans les Amériques à la lumière de ces trois modèles qui devraient nous permettre de rendre compte des mobilisations politiques de la société civile et des mouvements sociaux, ainsi que du retour d'une option politique de gauche en Amérique latine. Cette mise en relation des projets économiques d'intégration, d'un côté, des

réactions sociales et politiques qu'ils suscitent, de l'autre, contribuera à éclairer cet apparent paradoxe propre au contexte historique et social américain, paradoxe selon lequel la logique économique néolibérale du projet d'intégration continentale des Amériques semble finalement devoir déboucher sur un processus de *désintégration continentale*.

Régionalisme *stato-économique* et réactions sociopolitiques dans les Amériques

Dans les Amériques, nous assistons actuellement à la tentative de mettre sur pied un vaste projet d'intégration continentale que l'on pourrait nommer *stato-économique*, entendant par là que le projet en question est promu par les États et gouvernements de la région et que la finalité de cette intégration est essentiellement économique.

Or, ce projet d'une intégration économique continentale des Amériques est fortement inspiré par deux accords négociés successivement entre les trois pays du Nord du continent (l'*Accord de libre échange entre les États-Unis et le Canada*, l'ALE, signé en 1988, et l'*Accord de libre-échange nord américain*, l'ALENA, signé en 1992 à trois avec le Mexique). Par la suite, ce type de projet d'intégration a été proposé par le président des États-Unis, George Bush (père), au début des années 1990, aux pays du Sud sous la forme d'une vaste zone de libre-échange s'étendant du Labrador à la Terre de Feu. Cette *Initiative pour les Amériques* se concrétisa avec l'ouverture, à Miami en 1994, du premier Sommet des Amériques, réunissant les 34 pays des Amériques «démocratiquement élus» (c'est-à-dire tous les pays à l'exception de Cuba)⁵. Les gouvernements de ces pays se sont alors entendus, entre autres choses, sur le projet de création d'une zone de libre-échange d'ici la fin de l'année 2005 : la *Zone de libre-échange des Amériques* (ZLEA). Ce projet d'intégration visait essentiellement à mettre en place un cadre normatif continental, axé sur la primauté de la règle de droit, à travers laquelle il s'agissait de favoriser une intégration en profondeur par le marché et de limiter l'intervention de l'État. Cela dit, le problème fondamental de ce projet d'intégration résidait dans l'asymétrie entre les partenaires. C'est ainsi que, à eux seuls, les États-Unis accaparent 77% du PIB total des

⁴ Trivia, du latin *trivium*, « la rencontre des trois routes », est la déesse des carrefours dans la mythologie romaine. Elle est représentée avec trois visages. On l'identifie normalement à la déesse grecque Hécate qui, selon la croyance, possédait à la fois une tête de chien, de cheval et de serpent. Cf. «Trivia» et «Hécate», *Encyclopedia Mythica*, site de Encyclopedia Mythica Online (visité le 19/10/05): <http://www.pantheon.org>

⁵ Trois autres sommets ont eu lieu depuis afin de faire état de l'avancement des négociations, à Santiago du Chili en 1998, à Québec en 2001 et à Monterrey au Mexique en 2004.

Amériques, un déséquilibre qui a conduit certains à qualifier la ZLEA de «processus d'intégration asymétrique et polarisé sur les États-Unis»⁶.

Le projet de ZLEA ne fut pas sans susciter de profondes réactions de la part des populations concernées. On pourrait même aller jusqu'à dire que l'ALENA, puis la ZLEA, ainsi que les autres accords du même type, ont pavé la voie à l'émergence d'un mouvement altermondialiste qui agite aujourd'hui le monde entier. En effet, la plupart des chercheurs qui travaillent sur la problématique de l'altermondialisme s'accordent pour voir dans l'irruption sur la scène politique de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le 1^{er} janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA, le premier signe de la réaction sociale face à la mondialisation néolibérale⁷. Rappelons aussi que ce sont les Zapatistes qui ont lancé l'idée d'organiser des lieux de rassemblement, afin de discuter des enjeux et des stratégies à adopter dans le contexte de mondialisation néolibérale. La *Première Rencontre intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme* (ancêtre du Forum social mondial) a été organisée au Chiapas dès 1996. La démarche sera ensuite reprise par le mouvement de contestation du projet de ZLEA, qui organisera son premier *Sommet des Peuples*, à Santiago du Chili, en 1998, en marge et en même temps que le deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques. Dans la même veine, la forte mobilisation internationale contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) en cours de négociation à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) tout au long de l'année 1998, représente également un moment charnière dans l'évolution du mouvement altermondialiste. On rappellera, en effet, que ces mobilisations contre l'AMI trouvaient leur source dans l'extension éventuelle à tous les membres de l'OCDE des principes énoncés dans le chapitre 11 de l'ALENA traitant des droits des investisseurs.

⁶ Dorval Brunelle et Christian Deblock, «La ZLEA : une intégration à l'américaine?», dans S. F. Turcotte (dir.), *L'intégration des Amériques. Pleins feux sur la ZLEA, ses acteurs, ses enjeux*, Montréal, Fides, 2001, p.35.

⁷ Yvon Le Bot, «Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale», dans M. Wieviorka (dir.), *Un autre monde...*, Paris, Éditions Balland, 2003, p.129-140. Voir aussi José Corrêa Leite, *Fórum Social Mundial. A história de uma invenção política*, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo, 2003.

Ces raisons militent en faveur de l'établissement d'un lien entre la logique du régionalisme stato-économique à l'œuvre dans les Amériques et l'émergence du mouvement altermondialiste. Face à ces accords de libre-échange qui font la part belle aux investisseurs au détriment des populations, nous assistons ainsi à un phénomène de transnationalisation des pratiques des mouvements sociaux qui entendent défier le nouvel ordre mondial⁸. Là encore, les racines américaines du mouvement sont notables. À titre d'exemple, notons que la prise de conscience mondiale de ce phénomène a eu lieu au moment de ce que certains ont appelé «la Bataille de Seattle» qui s'est déroulée en marge de la troisième Rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tenue dans l'État de Washington, en novembre 1999⁹. De plus, le Forum social mondial (FSM), qui est devenu, depuis sa première édition en 2001, la vitrine de l'*altermondialisme créatif* qui a succédé à l'*antimondialisation contestataire*, permettant ainsi au mouvement pour une justice globale¹⁰ de passer du stade de l'opposition et de la résistance à celui des propositions et des alternatives, s'est déroulé à quatre reprises à Porto Alegre, au Brésil.

Dans ce contexte social polarisé par l'antagonisme idéologique entre le néolibéralisme et l'altermondialisme¹¹, d'une part, et dans la foulée du retour à la démocratie qui s'est généralisée à partir des années 1980, de

⁸ Pour une étude approfondie de ce phénomène à l'échelle des Amériques, voir Violaine Bonnassies, «La transnationalisation des mouvements sociaux dans les Amériques et son impact sur la redéfinition du politique : vers une typologie», *Cahier de recherche GRIC-CEIM*, n°05-02, mars 2005. En ligne: http://www.er.uqam.ca/nobel/ceim/gricpdf/Cahier_0502_Tra nsnationalisation.pdf

⁹ Voir le chapitre premier intitulé «Seattle Showdown» in : Maude Barlow et Tony Clarke, *Global Showdown. How the New Activists Are Fighting Global Corporate Rule*, Toronto, Stoddart, 2002, pp.1-7.

¹⁰ Susan George, *Un autre monde est possible si...*, Paris, Fayard, 2004.

¹¹ En nous fondant sur les fertiles catégories forgées par Karl Mannheim (*Idéologie et utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956 [1929 pour le texte original en allemand]), nous suggérons que l'*utopie altermondialiste* s'est construite contre l'*idéologie néolibérale* dans un mouvement de rupture avec la thèse du triomphe de la démocratie libérale de marché très en vogue au début des années 90 (F. Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992). C'est en ce sens que l'activiste canadienne Naomi Klein a pu voir poindre, dans le sillage du premier FSM de 2001, l'espoir de «la fin de la Fin de l'Histoire» (N. Klein, *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation*, Montréal, Babel, 2005).

l'autre, certains gouvernements du sud du continent ont profité de cette lame de fond des mobilisations populaires pour effectuer ce que Jean-Michel Blanquer a appelé «un retour au politique»¹².

En effet, prenant le contre-pied des thèses libertaires, défendues notamment par John Holloway, qui avançait l'idée qu'il fallait «changer le monde sans prendre le pouvoir»¹³, certains gouvernements de gauche (notamment le Brésil de Lula, le Venezuela de Chavez ou encore l'Argentine de Kirchner) ont cherché à faire preuve d'un certain volontarisme politique en s'appuyant sur les institutions étatiques pour infléchir le cours de la mondialisation néolibérale.

Certes, les stratégies politiques et économiques empruntées par chacun de ces gouvernements varient considérablement d'une situation ou d'un contexte à l'autre, mais elles auraient ceci en commun de préparer une *troisième voie*¹⁴ qui correspondrait à un *changement d'échelle* des sociétés¹⁵. Cette voie se situerait au-delà de l'opposition entre la régulation néolibérale et libre-échangiste des sociétés, d'une part, et la résistance populaire ou l'autogestion, d'autre part. Elle prendrait appui sur le volontarisme politique et l'interventionnisme étatique afin de rééquilibrer les termes mondiaux de l'échange en vue d'instaurer une mondialisation plus équitable. Cette voie n'est cependant possible que dans le cadre d'une véritable coopération interétatique. Or, en l'absence d'un système mondial de régulation, pourquoi ne pas prôner l'instauration d'un système international de régulation à l'échelle régionale ?

La création du G-20 à l'été 2003, à l'instigation du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, a permis aux pays du sud de faire front commun sur la question de l'agriculture lors des dernières négociations commerciales multilatérales menées

dans le cadre de l'OMC, ce qui a conduit à l'échec de la réunion ministérielle de Cancún, en septembre 2003¹⁶. Cette expérience illustre le potentiel de cette forme de coopération interétatique *ad hoc*, une stratégie qui a également été appliquée dans le cadre des négociations de la ZLEA. En effet, malgré la tentative de compromis avancée lors de la huitième Rencontre ministérielle, tenue à Miami, en novembre 2003, qui revoyait à la baisse la portée de l'accord autour de ce que l'on a appelé *ALCA-lite* ou *FTAA-light*¹⁷, les négociations de la ZLEA sont à l'heure actuelle dans l'impasse.

Les alternatives régionales

À l'échelle des Amériques, toutes ces mobilisations sociopolitiques sont porteuses de projets alternatifs d'intégration visant à infléchir la tendance trop fortement néolibérale du projet d'intégration stato-économique porté par la ZLEA. Deux types de projets alternatifs peuvent être présentés rapidement.

Les régionalismes stato-politiques au Sud

Dans la foulée du retour au volontarisme politique de la part de quelques gouvernements progressistes en Amérique latine, comme celui de Lula au Brésil, de Chavez au Venezuela, de Kirchner en Argentine ou encore de Vasquez en Uruguay, deux projets d'intégration régionale ont émergé, celui de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) du président Chavez et celui de la Communauté sud-américaine des nations (CSN ou CSAN).

Ces projets ne sont d'ailleurs pas sans liens avec les préoccupations des mouvements sociaux, telles qu'elles avaient été exprimées lors du premier Forum social des Amériques (FSA) convoqué à Quito, en juillet 2004. Tous deux prennent acte de la persistance des relations asymétriques de pouvoir et de domination qui divisent le continent. En effet, le contexte géopolitique dans lequel s'inscrit la *Déclaration*

¹² Jean-Michel Blanquer, «Retour au politique et retour au pragmatisme», dans J.-M. Blanquer (dir.), *Amérique latine*, Paris, La documentation française/IHEAL, 2004, p.5-8.

¹³ John Holloway, «Douze thèses sur l'anti-pouvoir», *Contre Temps*, n°6, février 2003, p.38-44.

¹⁴ À ne pas confondre avec la troisième voie inspirée de Anthony Giddens que suit actuellement le gouvernement du premier ministre britannique, Tony Blair, qui est plutôt caractérisée, quant à elle, par le désengagement de l'État. Voir A. Giddens (dir.), *The Global Third Way Debate*, Londres, Polity Press, 2001.

¹⁵ Jean-François Bayart, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

¹⁶ Raphaël Canet et René Audet, «La société civile à l'Organisation mondiale du commerce : Vers une gouvernance mondiale plus équitable ?», *Autrepart*, n°35, octobre 2005, p.145-160.

¹⁷ Voir : A. Ricard-Guay et D. Brunelle, «L'échec des négociations de la ZLEA», *Asymétries*, n°1, 2005, p.51-53 ; V. Doire, «La ZLEA. Reculer pour mieux sauter ?», *Chronique du Centre d'études interaméricaines*, 16 septembre 2005. [En ligne] :

http://www.cei.ulaval.ca/Pdf/CEI_VDoireZLEAsept05.pdf

du Forum sur le nouveau libéralisme et ses facettes¹⁸ est très clairement décrit comme profondément antagoniste, voire guerrier, comme en témoigne la référence au manifeste diffusé par le sous-commandant Marcos, en 1997¹⁹. Selon cette interprétation, l'Amérique latine est fortement menacée par l'impérialisme nord américain et elle doit prendre des mesures drastiques pour organiser sa défense. Les Etats-Unis sont accusés de vouloir renverser les pouvoirs en place et envahir militairement la République bolivarienne du Venezuela, l'Argentine et le Brésil. Sont aussi dénoncés les gouvernements *serviles* d'Alvaro Uribe en Colombie et celui de l'ex-président Lucio Gutiérrez en Équateur. Cette menace d'agression militaire de la part du continent se double d'une offensive sur le plan économique, à travers la négociation d'accords de libre-échange qui conduit au pillage des ressources naturelles, mais également d'une offensive médiatique, en vue de manipuler de l'opinion publique et de la pousser à appuyer les réformes en cours. Afin de lutter contre cette forme d'impérialisme, les signataires de la déclaration s'en remettent aux gouvernements progressistes de la région pour qu'ils soutiennent un projet socialiste d'unification de l'Amérique latine, qu'ils appuient la création d'une armée bolivarienne unifiée capable de défendre la région et qu'ils favorisent la légalisation de certaines drogues pour en finir avec le narcotrafic. Ils en appellent aussi à la désobéissance civile contre les législations préjudiciables aux conditions de vie des peuples latino-américains et au boycott des produits des grandes multinationales. Finalement, ils souhaitent que se constitue une véritable entité politique latino-américaine intégrée, dotée d'une constitution socialiste, d'une monnaie, d'un Parlement, d'un drapeau et d'un hymne propre.

Dans cette perspective, nous pouvons interpréter la Déclaration de Cuzco, du 8 décembre 2004, qui prévoit un rapprochement entre le MERCOSUR et la Communauté andine des Nations, comme l'amorce d'une intégration progressive dans une union politique et économique d'Amérique du Sud, la CSAN. Comme le confiait l'ancien président argentin et

¹⁸ *Declaración del foro : El nuevo liberalismo y sus facetas*, Quito, 25 juillet 2004. [En ligne] : <http://www.forosocialamericas.org/>

¹⁹ Sous-commandant Marcos, «La Quatrième guerre mondiale a commencé», *Le Monde diplomatique*, août 1997, pp. 4-5.

actuel président de la Commission des Représentants du Mercosur, Eduardo Duhalde, dans les jours précédents le sommet de Cuzco, «Notre espoir, notre paradigme est l'Union européenne, qui n'est pas exclusivement une zone de commerce, mais qui a initié un processus de construction d'un autre type d'unité politique»²⁰. A l'instar du cheminement européen, la CSAN semble ne vouloir considérer l'intégration économique que comme un moyen vers l'intégration politique, but ultime du processus. On voit ici poindre la revanche contemporaine de Bolivar sur Monroe. Ce serait ainsi la poursuite de ce projet d'intégration alternatif, initié à partir des pays du Sud, qui compterait également parmi les facteurs qui ont conduit à remettre en question le projet de ZLEA²¹.

Sur un autre registre, plus radical mais aussi moins formel, l'*Alternative bolivarienne pour les Amériques* (ALBA) du gouvernement Chavez, lancée lors de la quatrième Rencontre de Lutte hémisphérique contre la ZLEA qui s'est tenue en avril 2005 à la Havane, propose de substituer au projet néolibéral d'intégration continentale, une intégration régionale des peuples et des citoyens qui risque d'accentuer le clivage Nord-Sud dans les Amériques. Cette proposition, clairement anti-néolibérale et teintée d'un discours anti-capitaliste, a été appuyée par une série d'ententes conclues entre le Venezuela et Cuba. Au demeurant, de nombreuses organisations de la société civile font la promotion de cette option, soit en tant que projet unique, soit en complément d'une autre alternative, comme celle proposée par le réseau de l'Alliance sociale continentale (ASC).

Le régionalisme socio-politique de l'Alliance sociale continentale

Parallèlement à cette contestation *par le haut*, qui s'incarne dans ces deux projets alternatifs de

²⁰ «Aspira Mercosur crear comunidad Sudamericana», *El Economista* (México), diciembre 2004.

²¹ Ce qui n'implique évidemment pas que les Etats-Unis aient fait relâche et qu'ils aient renoncé à poursuivre l'intégration des Amériques, bien au contraire. La réunion du 23 mars 2005 à Waco, au Texas, entre les trois partenaires de l'ALENA, qui s'est terminée avec la signature du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), montre bien qu'ils n'ont pas renoncé à approfondir le processus d'intégration au nord du continent, pas plus qu'ils ont renoncé à négocier des accords bilatéraux, avec des pays de l'Amérique centrale et la République dominicaine, comme en témoigne la signature du CAFTA-DR, en août 2004.

régionalisme *stato-politique* prônés par quelques gouvernements du sud du continent, on assiste à l'émergence de nombreux mouvements de contestation *par le bas* contre le processus de négociation controversé de la ZLEA, mais aussi contre les autres accords de libre-échange en cours de négociation ou déjà négociés dans les Amériques. L'ASC joue un rôle moteur dans la définition d'un tel régionalisme *socio-politique* alternatif en tant qu'initiative issue de la société. Cette alternative oppose la justice sociale et le respect des droits humains au libre marché dans la construction d'un projet d'intégration conçu par et pour les peuples des Amériques. Dans cette perspective, les Sommets des Peuples organisés par l'ASC depuis 1998 visent à stimuler l'élaboration de stratégies d'actions conjointes entre les multiples organisations et mouvements sociaux dans les Amériques, afin de faire advenir un modèle de développement réellement démocratique applicable à l'ensemble des peuples du continent.

La forme d'intégration proposée se distingue toutefois des projets *stato-politiques* présentés précédemment à deux niveaux. Tout d'abord, cette intégration alternative dépasse le cadre exclusivement latino-américain qui prévaut dans les projets d'intégration sous-régionaux que sont l'ALBA et la CSAN, puisqu'elle vise à rassembler l'ensemble des peuples des trois Amériques, d'une part, mais sans aller jusqu'à proposer la création d'une institution supranationale qui aurait pour objectif de rassembler tous les peuples du continent dans une même communauté de destin, d'autre part²².

En effet, le projet de l'ASC, tel que défini dans les *Alternatives pour les Amériques*, est principalement articulé autour de l'idée de développement national fondé sur la réaffirmation de la souveraineté étatique et sur la défense du marché intérieur. Il s'agit donc de proposer une forme de régionalisme *souple* en vertu duquel les États-nations joueraient un rôle central dans la régulation sociale interne, tandis que les relations internationales serviraient essentiellement des fins supplétives de coopération susceptibles de bénéficier aux sociétés nationales. Il s'agit donc bel et bien d'un régionalisme *stato-centré* qui prend le contre-pied des thèses globalistes affirmant que nous

vivons actuellement un processus de changement d'échelle des sociétés et que, à cette fin, les capacités d'intervention des États-nations devraient être réduites au minimum.

Cette vision de l'ASC rend compte du phénomène de la politisation croissante de la société civile. En effet, l'usage répété des expressions de « souveraineté nationale », en lieu et place de celle « d'impérialisme », « d'État régulateur et de développement interne », en lieu et place de la référence à un projet de libre-échange à l'échelle continentale, « de coopération », au lieu de « compétitivité », et de « peuple », en lieu et place de l'expression « élites néolibérales », témoigne d'une réappropriation des catégories politiques modernes de la part des mouvements sociaux en lutte. Comme quoi, loin d'assister à une désaffection du politique, nous assistons plutôt à un réinvestissement du politique dans le cadre de l'État-nation.

Les enjeux du troisième Sommet des peuples des Amériques

Arrivés au terme de ce survol des projets et contre-projets d'intégration continentale qui se disputent les allégeances des acteurs économiques, politiques et sociaux à la grandeur des Amériques, nous allons nous attarder sur les enjeux du troisième Sommet des peuples des Amériques qui se tiendra à Mar del Plata, du premier au 5 novembre 2005.

Mais avant d'aller plus loin, il faut voir à quel point le projet des États-Unis, loin d'unir les trois Amériques, menace de les diviser profondément de deux façons : *premièrement*, en approfondissant la fracture entre le Nord et le Sud, elle-même liée au renforcement de leur position hégémonique à l'échelle des Amériques; *deuxièmement*, en multipliant les coupures entre pays, entre régions et entre sous-régions, de même que les divisions à l'intérieur des pays, par suite de l'application systématique de la stratégie du diviser pour régner²³.

²² Alliance sociale continentale, *Notre proposition : Une nouvelle société et un monde nouveau. Résumé des Alternatives pour les Amériques*, mai 2005. Texte disponible sur le site : <http://www.rqic.alternatives.ca>

²³ Suite à l'impasse dans les négociations entre les ministres du Commerce des Amériques, en novembre 2003, les États-Unis ont avancé l'idée de mener les négociations de la ZLEA à deux niveaux : un niveau dit *light*, qui représenterait le consensus le moins contraignant, et un autre niveau formé d'accords plus exigeants entre partenaires consentants. Voir : Nathalie Guay et Pierre Joseph Ulysse, «Mouvements sociaux en Amérique latine : cartographie d'une société civile contestataire», *Document de travail du Groupe interdisciplinaire de recherche et international sur les*

Il faut alors prendre acte du fait que la multiplication des projets rivaux d'intégration induit des effets de complexité sur le cadrage et le positionnement des mouvements sociaux. En effet, si l'accent est souvent mis sur les stratégies de transnationalisation des actions des mouvements sociaux face aux négociations d'accords comme l'ALENA, la ZLEA et le MERCOSUR, ou face à des projets d'intégration politique plus avancés comme l'Union européenne (UE), il faut également tenir compte de la multiplication de ces stratégies de transnationalisation en direction d'autres enjeux régionaux et sous-régionaux liés à la libéralisation des marchés. À son tour, cette multiplication des mobilisations peut alimenter le volontarisme politique de gouvernements qui cherchent, par ce moyen, à réhabiliter la place du politique dans la régulation sociale et à surmonter la crise des institutions politiques que le modèle néolibéral de régulation techno-juridique avait accentué. Ainsi, pour comprendre pleinement les nombreuses facettes du régionalisme économique, il faut le resituer dans le contexte des luttes sociales et des projets *stato-politiques* alternatifs que ces régionalismes économiques et commerciaux ont suscités. Ce recentrement nous permet de constater que les phénomènes de transnationalisation inhérents au processus de mondialisation peuvent déboucher sur une reterritorialisation de l'action collective à d'autres échelles, sans perdre de vue l'importance de l'enjeu national ou interne. C'est donc avec ces préoccupations à l'esprit qu'il nous semble important d'aborder les enjeux du troisième Sommet des peuples des Amériques.

Le fait que les thèmes du travail, de la pauvreté et de la gouvernance démocratique, et non plus celui du commerce et du libre-échange, aient été inscrits à l'agenda du quatrième Sommet des Amériques reflète la prise de conscience (ou traduit plus cyniquement une inflexion stratégique du discours), de la part des

Amériques, GIRA/INRS-UCS, Montréal, 2005. Voir aussi : D. Brunelle, «Les suites de la huitième Rencontre ministérielle de Miami et les négociations de la ZLEA : échec ou repli stratégique?», *Chronique des Amériques*, 3 décembre 2003; D. Brunelle, «Le Sommet extraordinaire des Amériques des 12 et 13 janvier 2004 : enjeux et perspectives», *Chronique des Amériques*, 9 janvier 2004 et Michel Duquette, *À la table du Sommet extraordinaire de Monterrey : un menu très ordinaire mais épicé*, Observatoire des Amériques, 20 janvier 2004. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

gouvernants, de l'importance de l'opposition sociale au projet des Amériques, depuis la tenue du Sommet de Québec en avril 2001. D'autant que l'événement se tient dans un pays, l'Argentine, qui a été frappé de plein fouet par la crise du néolibéralisme, et dont l'un des mouvements populaires les plus emblématiques, celui des *piqueteros*, porte avec force et conviction la défense du droit au travail²⁴. Cette nouvelle réalité imprègne le discours officiel sur l'intégration continentale qui tend à reléguer au second plan l'impératif du libre-échange, comme en témoigne le projet de Déclaration finale²⁵.

D'ailleurs, comme le souligne Normand Pépin, deux visions semblent s'opposer parmi les chefs d'État et de gouvernement :

*« D'un côté, les partisans du laisser-faire et de la gouvernance démocratique minimale, dont les États-Unis sont le porte-étendard, qui mettent l'emphase sur le climat économique favorable qu'il faut créer pour que la croissance et la démocratie puissent se développer. Et de l'autre, les partisans d'une équation inverse, parmi lesquels on compte l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, pour qui c'est le non respect des droits sociaux de base en Amérique latine qui est une des causes directes qui provoquent les crises de gouvernance et qui produisent des coûts institutionnels, économiques et en vies humaines énormes »*²⁶.

Face à cette division interne autour du projet de ZLEA, le moment est sans doute opportun pour « la gauche radicale (de) définir un projet alternatif à l'occasion de certaines échéances décisives »²⁷. Il s'agirait alors, pour les organisations et les citoyens qui vivront l'expérience du troisième Sommet des Peuples, de profiter de la conjoncture politique pour construire une véritable Amérique des peuples, comme les y exhorte *L'Appel hémisphérique*, lancé le 30 avril dernier à La Havane, lors de la

²⁴ Silvia Soto, «Estado y protesta en la Argentina contemporánea. El movimiento de desocupados: dialéctica entre protesta y organización social», Séminaires du GIRA no. 2005-05, 14 octobre 2005. Texte en ligne sur le site du GIRA : http://www.gira.info/Seminaires_GIRA/Ssoto_2005-05.pdf

²⁵ *Projet de Déclaration de Mar del Plata*, 17 mars 2005.

²⁶ Normand Pépin, «Les enjeux de l'intégration continentale», Document de préparation du Forum du RQIC, Montréal, 30 septembre/1 octobre 2005, p.5. Texte disponible sur le site du RQIC.

²⁷ Claudio Katz, «Au-delà du néolibéralisme», *Contre Temps*, n°10, mai 2004, p.35.

quatrième Rencontre hémisphérique de Lutte contre la ZLÉA, dont il a été question plus tôt.

Dans cette perspective, la tenue du troisième Sommet des peuples pourrait s'avérer propice pour relever le défi d'une éventuelle désarticulation, voire d'une désintégration continentale induite par ces deux projets alternatifs que nous avons appelés respectivement *stato-politique* et *socio-politique*. Ainsi, au lieu de se camper dans une posture oppositionnelle entre le Nord et le Sud, d'un côté, ou de prôner le retour à un archipel d'États-nations, de l'autre, il semblerait indiqué de mener une réflexion sur la démocratie, la citoyenneté et le rôle de l'État dans une perspective continentale large et ouverte. À ce propos, un ressourcement théorique et pratique inspiré de celui qui anime le Forum social mondial (FSM) et le Campement intercontinental de la jeunesse (CIJ) pourrait sans doute permettre d'opérer un recentrement de l'analyse et de dépasser le *nationalisme méthodologique* qui imprègne la plus récente version des *Alternatives pour les Amériques* de l'ASC. Car, comme l'écrit Ulrich Beck :

«La science zombie de l'optique nationale, qui pense et cherche en terme de commerce international, de dialogue international, de souveraineté nationale, de communautés nationales, de « peuple » ou de « nation », etc., se transforme en une science de l'irréel, une « sociologie nationale » : tout comme l'économie nationale, la sociologie nationale arrive en bout de course. Car ce qu'elle méconnaît, et qui reste de ce fait inédité, c'est à quel point les modes de vie transnationaux, les transmigrants, les élites mondiales, les organisations et les dynamiques supranationales déterminent déjà les rapports à l'intérieur des réservoirs de pouvoir nationaux et entre eux²⁸.»

Selon Beck, contrairement à l'approche cosmopolitique, l'optique nationale est incapable de prendre acte des inégalités sociales et de confronter l'inaction politique. Or, l'expérience conjuguée du FSM et du CIJ devrait permettre de stimuler la réflexion et d'élaborer des pratiques fondées sur une culture politique basée sur l'horizontalité, c'est-à-dire sur la démocratie participative, la solidarité et la célébration de la

diversité²⁹. Lors du Sommet des peuples, ces démarches et ces approches pourraient servir à repenser les rapports de pouvoir et à négocier des prises de décisions démocratiques aux échelles d'actions adéquates s'étalant sur le large spectre de ce que l'on identifie parfois comme le global-local (*glocal*).

La question centrale dans les débats sur l'intégration économique continentale est celle des rapports de pouvoir, de leur asymétrie, du décalage entre les logiques marchande et citoyenne, et du clivage grandissant entre les élites gouvernementales et les peuples des Amériques. Pour alimenter leurs mobilisations à venir, les participantes et les participants au troisième Sommet des peuples doivent tirer leçon de leur force collective et de leur succès dans la lutte contre la ZLEA afin de relever un défi redoutable, celui d'engager la réflexion et l'action en direction de l'instauration d'une nouvelle culture politique de participation citoyenne capable d'innover sur le plan des institutions politiques et de faciliter l'épanouissement d'un véritable pouvoir du peuple, un *demos cratos*, à différentes échelles et niveaux dans les Amériques.

²⁸ Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier/Flammarion, 2003, p.65.

²⁹ Pour intéressant que soit le FSM, en tant qu'innovation politique, il faut tout de même rappeler que sa charte interdit à ce jour toute implication de sa part dans la formulation de projets alternatifs, voire même de leur accorder quelque appui formel que ce soit. Mais cette interdiction n'empêche pas le FSM de constituer un espace d'où peuvent surgir de nombreux projets soutenus par des réseaux de mouvements sociaux. Or, cette limite n'affecte pas l'ASC qui dispose donc de la plus grande latitude à cet égard.

